

Unité départementale de la Côte-d'Or
21, boulevard Voltaire
CS 27912
21079 Dijon Cedex

Dijon, le 18/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Trefilunion

Route de Boncourt
55200 Commercy

Références : 2025-391
Code AIOT : 0005401139

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/09/2025 dans l'établissement Trefilunion implanté rue des tréfileries 21400 Sainte-Colombe-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 01/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite au jugement du 11 avril 2023 prononçant la liquidation de la SAS TREFILUNION. Elle avait pour objet de contrôler le respect de l'arrêté préfectoral n°1487 du 17 septembre 2024 portant mise en demeure.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Trefilunion
- rue des tréfileries 21400 Sainte-Colombe-sur-Seine

- Code AIOT : 0005401139
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'usine de Sainte-Colombe-sur-Seine produisait des armatures pour le béton précontraint, sous forme de couronnes de fils simplement tréfilés ou de bobines de fils assemblés en torons de 3 à 7 fils, ainsi que des torons gainés au polyéthylène pour haubans de ponts suspendus.

Les bottes de fils machine étaient d'abord décapées à l'acide chlorhydrique, puis phosphatées. Ces opérations se faisaient en trempant les bottes de fils dans des bains contenant une solution d'acide chlorhydrique, puis un mélange d'acide phosphorique et de phosphate de zinc. Après chaque stade se situait une opération de rinçage par aspersion d'eau sous pression ou au trempé, et en fin de ligne une opération de passivation par trempage dans un bain alcalin. La plupart des opérations se faisaient à chaud (40 à 80°C).

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Libération foncier SSP

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---------------------------------|--|--|--|-----------------------|
| 1 | Attestation de mise en sécurité | Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 512-39-1 | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription | Demande d'action corrective | 9 mois |
| 2 | ATTES MEMOIRE | Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 512-39-3 | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription | Demande d'action corrective | 9 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que la mise en sécurité du site n'était pas finalisée et que l'exploitant n'a pas remis le mémoire de réhabilitation, accompagné de l'ATTES MEMOIRE, dans le délai prévu à l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 1487 du 17 septembre 2024 portant mise en demeure.

Le liquidateur a informé l'inspection que les opérations de mise en sécurité du site devaient encore avoir lieu jusqu'en fin 2025, début 2026.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Attestation de mise en sécurité

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 512-39-1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, ATTES SECUR |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 02/05/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 17/06/2025 |
| Prescription contrôlée : <p><u>Code de l'environnement article R. 512-39-1</u> « [...] II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p> <p>III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.</p> <p>L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.</p> <p>Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. [...] »</p> <p><u>Arrêté préfectoral n° 1487 du 17 septembre 2024 : Article 1</u> « Maître [...], ès qualité, liquidateur judiciaire de la société Trefilunion (RCS : 830 000 451) [...] est mis en demeure de respecter les prescriptions suivantes sous 9 mois à compter de la notification du présent arrêté :</p> <ul style="list-style-type: none">• article R. 512-39-1 du code de l'environnement [...] » |
| Constats : <p>Par courriel du 23 juillet 2024, l'exploitant a transmis le rapport d'étude - dossier N°20230018 B -</p> |

Gestion déchets dangereux.

Ce rapport indique, entre autres, que :

- l'ensemble des déchets dangereux conditionnés ont été évacués (copie des bordereaux de suivi des déchets annexés au rapport) ;
- la benne de boues d'hydroxyde métallique a été étanchéifiée et évacuée (copie des bordereaux de suivi des déchets annexés au rapport) ;
- les cuves d'acide chlorhydrique ont été vidangées et nettoyées (justificatif et copie des bordereaux de suivi des déchets annexés au rapport) ;
- les bains de traitement de l'installation de décapage, et les réseaux de canalisation ont été vidangés et nettoyés (justificatif et copie des bordereaux de suivi des déchets annexés au rapport) ;

L'arrêté préfectoral n° 1487 du 17 septembre 2024 de mise en demeure prescrivait à l'exploitant de réaliser la mise en sécurité du site et de transmettre, sous un délai de 9 mois, l'attestation (ATTES SECUR) telle que prévue au III de l'article R. 512-39-1 du Code de l'environnement.

Cet arrêté a été notifié à l'exploitant le 23 septembre 2024, par conséquent l'exploitant avait jusqu'au 23 juin 2025 pour réaliser les opérations de mise en sécurité et transmettre l'attestation.

L'inspection a constaté, lors de la visite, que :

- Le site faisait l'objet d'un gardiennage réalisé par la société ayant acheté les différents équipements et produits encore présents le jour de l'arrêt des activités. Ce gardiennage sera maintenu jusqu'à la fin des différents travaux et opérations de démantèlement et d'évacuation de l'ensemble de ces équipements (durée prévisionnelle de 4 à 6 mois) ;
- Il reste encore à évacuer :
 - la chaux vive présente dans un silo vertical ;
 - vidanger et dégazer les cuves aériennes de fioul ;
 - gérer les eaux et les possibles boues présentes dans les bassins de la station de traitement des eaux.

L'exploitant a indiqué que la demande d'engagement des fonds pour la réalisation des travaux pour l'évacuation de la chaux et pour la gestion des cuves de fioul avait été déposée auprès du tribunal de commerce pour validation. L'exploitant a également indiqué que ces travaux devraient être réalisés avant la fin de l'année 2025. Par courriel du 8 septembre 2025 l'exploitant a transmis la copie des requêtes en date du 5 septembre 2025 transmises au Juge commissaire pour la réalisation des travaux.

L'exploitant a confirmé qu'une caractérisation des eaux de la station de traitement avait été réalisée. Cependant, la caractérisation a uniquement été réalisée afin de connaître la filière d'évacuation des eaux en tant que déchets. L'exploitant a informé l'inspection qu'il ne savait pas si, dans le cadre de la liquidation, il pourrait disposer des fonds suffisants pour l'évacuation des eaux de la station.

L'inspection a invité l'exploitant à réfléchir à d'autres modes de gestion de ces eaux, par exemple avec un traitement sur site (si nécessaire) afin de concentrer les polluants et rejeter les eaux

traitées directement dans le milieu (après analyses), sous réserve que celles-ci respectent les valeurs limites applicables pour un rejet au milieu.

L'exploitant a informé l'inspection que les travaux nécessaires, au vu des éléments disponibles le jour de la visite, pour finaliser les opérations de mise en sécurité s'élevaient à environ 138 000 euros (14 000 € de diagnostic pour confirmer la compatibilité pour un usage industriel, 7 000 € pour la gestion des cuves de fioul, 52 000 € de vidange du silo de chaux vide, 65 000 € pour la gestion des eaux de la station de traitement).

NON-CONFORMITÉ

L'exploitant n'a pas déféré à la mise en demeure dans les délais impartis.

Le II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement prévoit que si, à l'expiration du délai imparti, l'exploitant n'a pas été déféré à la mise en demeure, l'autorité administrative compétente peut arrêter une ou plusieurs des sanctions administratives.

Étant donné que l'exploitant a transmis les éléments justifiant qu'il continue à mettre en œuvre les actions nécessaires pour avancer dans le cadre de la mise en sécurité du site, que le calendrier prévisionnel transmis prévoit que ces actions doivent être réalisées avant le 30 juin 2026, l'inspection propose de ne pas arrêter de sanctions administratives jusqu'à cette date.

À la fin de ce délai, une nouvelle visite sera réalisée et en cas de non-respect, l'inspection pourrait alors proposer en application du 1° du II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement qu'un arrêté de consignation de sommes soit pris à l'encontre de l'exploitant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 9 mois

N° 2 : ATTES MEMOIRE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 512-39-3

Thème(s) : Situation administrative, Mémoire de réhabilitation

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 02/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 17/06/2025

Prescription contrôlée :

Code de l'environnement article R. 512-39-3

I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées.

[...]

Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte des usages futurs.

Arrêté préfectoral n° 1487 du 17 septembre 2024 : Article 1

« Maître [...], ès qualité, liquidateur judiciaire de la société Trefilunion (RCS : 830 000 451) [...] est mis en demeure de respecter les prescriptions suivantes sous 9 mois à compter de la notification du présent arrêté :

[...]

- article R. 512-39-3 du Code de l'environnement : [...] »

Constats :

L'arrêté préfectoral n° 1487 du 17 septembre 2024 de mise en demeure prescrivait, entre autres, à l'exploitant de transmettre sous un délai de 9 mois le mémoire de réhabilitation et son attestation (ATTES MEMOIRE) tel que prévus au titre de l'article R. 512-39-3 du Code de l'environnement.

L'arrêté préfectoral ayant été notifié à l'exploitant le 23 septembre 2024, l'exploitant avait jusqu'au 23 juin 2025 pour transmettre les éléments susmentionnés.

L'exploitant a expliqué qu'il restait des diagnostics à réaliser, notamment de la qualité des gaz des sols, afin de s'assurer de la compatibilité du site pour un usage industriel.

L'exploitant a indiqué que la demande d'engagement des fonds pour la réalisation de ses diagnostics avait été déposée auprès du tribunal de commerce pour validation. L'exploitant a également indiqué que ces travaux devraient être réalisés avant la fin de l'année 2025. Par courriel du 8 septembre 2025, l'exploitant a transmis la copie des requêtes du 5 septembre 2025 transmises au Juge commissaire pour la réalisation des diagnostics.

NON-CONFORMITÉ

L'exploitant n'a pas déféré à la mise en demeure dans les délais impartis.

Le II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement prévoit que si, à l'expiration du délai imparti, il n'a pas été déféré à la mise en demeure, l'autorité administrative compétente peut arrêter une ou plusieurs des sanctions administratives.

Étant donné que l'exploitant a transmis les éléments justifiant qu'il continue à mettre en œuvre les actions nécessaires pour avancer dans le cadre de la réhabilitation du site, que le calendrier prévisionnel transmis prévoit que ces actions doivent être réalisées avant le 30 juin 2026, l'inspection propose de ne pas arrêter de sanctions administratives jusqu'à cette date.

À la fin de ce délai, une nouvelle visite sera réalisée et en cas de non-respect, l'inspection pourrait alors proposer en application du 1° du II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement qu'un arrêté de consignation de sommes soit pris à l'encontre de l'exploitant.

| |
|--|
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 9 mois |